

Examen du cours “Économie bancaire et financière”

Durée : 90 minutes - Aucun document autorisé (sauf dictionnaire bilingue pour les non-francophones) - Aucune calculatrice autorisée

Questions de cours (4,5 points)

Répondre très brièvement aux questions suivantes (une ou deux phrases suffisent pour chaque réponse) :

Question 1 Qu'est-ce qu'un taux d'intérêt réel ?

Question 2 La théorie des marchés segmentés permet-elle d'expliquer le fait stylisé selon lequel la courbe des taux est en général croissante, et pourquoi ?

Question 3 En quoi consiste l'“anti-sélection” sur les marchés financiers ?

Questions de compréhension (7,5 points)

Répondre brièvement aux questions suivantes (trois ou quatre phrases suffisent pour chaque réponse) :

Question 4 En situation de bulle rationnelle, comment le taux de croissance du prix des actions dépend-il de la probabilité d'éclatement de la bulle, et pourquoi ?

Question 5 Quel est l'effet d'une hausse du taux de change futur anticipé, toutes choses égales par ailleurs, sur le taux de change courant ? Expliquer le mécanisme économique.

Question 6 Citez et expliquez deux raisons permettant de comprendre pourquoi la finance indirecte joue un rôle quantitativement plus important que la finance directe dans le financement externe des entreprises non financières.

Exercices (8 points)

Question 7 Tracez les courbes d'offre et de demande d'obligations dans le plan dont l'axe des abscisses représente la quantité d'obligations et l'axe des ordonnées le prix des obligations. On suppose qu'une pandémie survient et qu'un confinement est décrété : les ménages, ayant moins d'occasions de consommer, consomment moins et donc épargnent davantage ; les entreprises, ayant moins de débouchés pour leurs produits, révisent à la

baisse leurs projets de développement et donc d'emprunt. Quel est l'effet de cette situation sur la courbe de demande d'obligations et sur la courbe d'offre d'obligations ? En déduire son effet sur le taux d'intérêt. Vos réponses sont-elles modifiées, et si oui comment le sont-elles, si l'Etat s'endette pour venir en aide aux ménages et aux entreprises ?

Question 8 Soient deux économies, l'une appelée "domestique" et notée D, l'autre appelée "étrangère" et notée F, en régime de change flexible. On suppose qu'il existe un risque de défaut sur les actifs domestiques, mais pas sur les actifs étrangers. Plus précisément, investir une unité de monnaie domestique dans les actifs domestiques à la date t rapporte, à la date $t + 1$, $1 + i^D$ unités de monnaie domestique avec la probabilité $1 - p$ et 0 unité de monnaie domestique avec la probabilité p (où $p > 0$ est la probabilité de défaut, supposée proche de 0), tandis qu'investir une unité de monnaie étrangère dans les actifs étrangers à la date t rapporte, à la date $t + 1$, $1 + i^F$ unités de monnaie étrangère avec la probabilité 1. En considérant deux options d'investissement possibles pour un investisseur de F, montrer que la condition de parité des taux d'intérêt s'écrit alors $i^D = i^F - (E_{t+1}^a - E_t)/E_t + p$, où E_t représente le taux de change à la date t (nombre d'unités de monnaie de F pour une unité de monnaie de D) et E_{t+1}^a représente l'anticipation à la date t de E_{t+1} . En déduire l'effet d'une hausse de la probabilité de défaut p sur le taux de change E_t "toutes choses égales par ailleurs" (c'est-à-dire à i^D , i^F et E_{t+1}^a fixés). Vous semble-t-il pertinent de raisonner "toutes choses égales par ailleurs" dans ce contexte ?